

L'EXTRÊME DROITE EN SUISSE, UN COURANT MARGINAL OU ENRACINÉ ?

NILS ANDERSSON *

En Suisse, la montée de l'extrême droite se caractérise par la capacité qu'a eue le parti lié à l'establishment, l'UDC, de siphonner les petits partis, notamment autour de la thématique de la xénophobie et de l'intégrisme sociétal, tout en restant un parti très articulé au monde de la finance et de l'entreprise, mais réussissant à capter un vote populaire important au point de rassembler près de 30% de l'électorat du pays.

En raison du peu d'attention porté, hors les frontières de la Confédération, par les médias à la vie politique suisse, celle-ci reste un domaine de spécialistes. Pour connaître l'influence et le champ d'intervention de l'extrême droite en Suisse, on dispose de deux instruments : les résultats électoraux, notamment ceux des élections au Conseil national (Assemblée nationale) et, comme révélateur des idées réactionnaires, répressives, xénophobes qu'elle propage et l'écho que celles-ci rencontrent dans la population, les résultats des referendums et initiatives populaires.

Il convient de rappeler que le système fédéral contribue à maintenir les identités cantonales et, même si celles-ci ont profondément évolué ces dernières décennies, des particularismes se maintiennent dans la composition sociale et le discours programmatique d'un même parti d'un canton à l'autre. Ajoutons que la commune et le canton constituent l'assise indispensable d'une carrière politique nationale.

Les clivages géographiques (régions de plaines et de montagnes), historiques (remontant à la formation de la Suisse), linguistiques (parlers allemand, français, italien), confessionnels (protestants ou catholiques), économiques (zones rurales, industrielles ou

* JOURNALISTE-ESSAYISTE

tertiaires), constitutionnels (chaque canton étant un « État ») sont la difficulté première pour tous les analystes du système politique suisse à apporter des conclusions nationales à leurs travaux et recherches.

Ainsi, s'explique que les ouvrages sur les partis politiques suisses soient peu nombreux. Longtemps le travail d'Erich Grüner, paru en 1969, a fait référence ¹. La meilleure source aujourd'hui est l'excellente étude d'Olivier Meuwly ², qui m'a éclairé historiquement en de nombreux points.

De 1848 à 1918, une Suisse « progressiste » dans une Europe légitimiste

L'image d'une Suisse conservatrice et réactionnaire est bien ancrée ; elle n'en doit pas moins être nuancée, infirmée ou confirmée dans le temps, depuis la fondation de la Confédération helvétique de 1848 à aujourd'hui.

32

Historiquement, au XIX^e siècle, dans l'Europe légitimiste issue du Traité de Vienne, les idées libérales y prévalent plus que dans les pays environnants. La Suisse, « nation en formation » depuis le serment du Grütli en 1291, est un mythe national, plus exactement la constitution de la Confédération suisse s'inscrit dans le concept d'État-nation qui s'étend au XIX^e siècle à tout le continent européen. Sentiments identitaires et corpus juridique se constituent sur des revendications de souveraineté populaire exprimées par une aile gauche du libéralisme clérical opposée au conservatisme, les radicaux. Avec l'adoption de la Constitution de 1848, dans laquelle ils introduisent la démocratie directe avec le droit de référendum et le droit d'initiative ³, les radicaux sont les fondateurs de la Suisse moderne.

¹ *Die Parteien in der Schweiz [Les partis en Suisse]*, Francke Verlag, 1969, n'a jamais été traduit en français.

² *Les partis politiques, acteurs de l'Histoire suisse*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2010.

³ Article 113 : Lorsqu'une section de l'Assemblée fédérale (Conseil national ou Conseil des États) décrète la révision de la Constitution fédérale et que l'autre section n'y consent pas, ou bien lorsque cinquante mille citoyens suisses ayant droit de voter demandent la révision, la question de savoir si la Constitution fédérale doit être révisée est, dans l'un comme dans l'autre cas, soumise à la votation du peuple suisse, par oui ou par non.

Le courant radical (il ne s'agissait pas alors d'un parti) s'est imposé, y compris par la force des armes lors de la guerre du Sonderbund en 1847 contre les cantons conservateurs catholiques et, jusqu'en 1892, il sera hégémonique au gouvernement⁴. Hormis leur volonté centralisatrice et l'esprit patriote qui l'accompagne, les radicaux se différencient fortement d'un canton à l'autre selon la bourgeoisie commerçante, industrielle ou rurale qu'ils rallient et l'influence plus ou moins forte dans leurs rangs des sociétés ouvrières. L'autre camp, les conservateurs catholiques, les vaincus du Sonderbund, ne sont pas plus homogènes, mais leur unité est totale pour s'opposer, comme les libéraux, à tout centralisme.

L'autonomie que laisse aux cantons le fédéralisme, le morcellement du contrôle politique qui en résulte, le fait que, s'il y a une armée fédérale, il n'y a pas de police nationale, autorisent des espaces de liberté d'expression que l'on ne retrouve dans aucun des États qui entourent la Suisse. Elle devient donc un lieu de refuge pour de nombreux exilés politiques, ce qui suscite de fortes critiques des puissances environnantes et explique que trois congrès sur cinq de l'Association internationale des travailleurs, le premier à Genève en 1866, le second à Lausanne en 1867 et le quatrième à Bâle en 1869, se sont réunis en Suisse.

33

Dans les années 1870, de fortes tensions confessionnelles se manifestent à nouveau. L'idée de laïcité, de séparation de l'église et de l'État, gagne en influence en Europe, le 1^{er} concile du Vatican s'oppose à la sécularisation des pouvoirs et affirme le dogme de l'infaillibilité pontificale. Dans ce moment, comme en Allemagne, il en résulte, sous la dénomination de *Kulturkampf*⁵, un âpre conflit entre le catholicisme politique et le libéralisme anticlérical, une crise qui, en Suisse, est allée jusqu'à la rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

Parallèlement aux idées « démocratiques », une bourgeoisie financière et industrielle qui se consolide fait prévaloir ses intérêts particuliers, de plus, la crise économique crispe les relations avec le milieu ouvrier, ce qui amène un glissement du radicalisme vers des positions plus conservatrices.

Un indicateur de cette évolution est la question des étrangers qui va, jusqu'à aujourd'hui, alimenter le discours des droites suisses. À l'encontre du libéralisme prévalant dans la Constitution de 1848, l'article 70 de la Constitution adoptée en 1874 stipule

⁴ Année où, pour la première fois, un conseiller fédéral (ministre) conservateur est élu.

⁵ « Combat pour la civilisation ».

que «La Confédération a le droit de renvoyer de son territoire les étrangers»⁶, une question qui, comme le recours à la grève, divise le courant socialiste naissant et la gauche ouvrière patriotique, regroupée dans le mouvement du Grütli, proche des radicaux.

La constitution de 1874 contient par contre une mesure très progressiste. La Suisse est un des premiers pays au monde à abolir la peine de mort. Toutefois, le conservatisme gagnant en influence, en 1879, les cantons obtiennent le droit de légiférer en la matière et la peine de mort est réintroduite dans ceux à majorité catholique. La dernière exécution capitale aura lieu en 1940 et l'abolition de la peine de mort sera imposée aux cantons qui la maintenaient dans leur Constitution en 1942. Cela confirme combien le temps du passage de la barbarie aux idées de progrès est long.

Une nouvelle Constitution, adoptée en 1891, introduit le droit d'initiative populaire, c'est-à-dire le droit de proposer une révision constitutionnelle. Ce moyen va être utilisé comme levier de revendications ou de campagnes politiques, principalement par la gauche dans un premier temps et, dans la période récente, par les courants d'extrême droite.

34

Un premier exemple, dans les années 1899, les radicaux, se référant au *Staatsozialismus* en Allemagne⁷, veulent introduire une assurance maladie et accident qui devrait être complétée par une assurance-vieillesse et une assurance chômage. Ces mesures sociales suscitent de fortes réactions dans les milieux économiques, y compris parmi des radicaux et chez les conservateurs. Il existe également des réserves chez les socialistes qui voient dans la proposition de loi une menace pour les caisses d'assurance administrées par les syndicats.

Les opposants ont donc recours au droit d'initiative, les socialistes lancent une initiative sur le droit au travail qui se réfère aux objectifs du congrès de l'International socialiste en 1893. Les conservateurs, pour saper le projet radical, utilisent également le droit d'initiative et demandent qu'une partie des droits de douane soient répartis entre les cantons, ce qui revient à priver la Confédération des moyens nécessaires à une assurance maladie et accident. En 1894, plus de 80% des votants rejettent l'initiative socialiste et plus de 70% l'initiative conservatrice. En 1900, le projet de loi radical sur l'assurance contre la maladie et

⁶ En 1880, les étrangers représentent 7,5% de la population de la Suisse, 45,1% sont allemands, 25,4% français, 19,7% italiens, 6% autrichiens.

⁷ Je me rapporte, sur ce point, explicitement à l'ouvrage d'Olivier Meuwly déjà cité.

accident est à son tour repoussé par près de 70% du peuple. Il faudra attendre 1912, et plus de vingt ans de débats, pour qu'une loi sur l'assurance en cas de maladie et accident soit finalement acceptée par le peuple (des votants, pour longtemps encore exclusivement masculins, les femmes obtiendront le droit de vote au plan national en 1971).

Une autre lutte politique importante dans ce moment est l'adoption de la proportionnelle pour l'élection du Conseil national. En 1900, une initiative populaire socialiste et de la gauche radicale pour l'introduire est repoussée par près de 60% des votants, elle le sera à nouveau en 1912. Une troisième tentative, en 1918, dans le contexte de fin de la Première Guerre mondiale, soutenue par 67% des votants, aboutira.

La période de 1848 à 1918 est donc marquée par l'opposition entre centralistes patriotes et conservateurs confessionnels, avec l'émergence et la montée des idées socialistes. Les politiciens, pénétrés de leur représentativité locale, appartiennent à la petite, moyenne et grande bourgeoisie, mais à l'horizon de l'Europe du XIX^e siècle, ils sont plus « plébéiens » que partout ailleurs. Ainsi, en 1848, dans le premier gouvernement fédéral, on compte un fils d'industriel et un fils de gros commerçant, quant aux autres ministres, deux sont fils de petits paysans, un d'artisan, un de commerçant et un d'aubergiste. Parmi les 26 conseillers fédéraux (ministres) élus jusqu'en 1914, s'ils ne sont pas des « révolutionnaires », ce sont essentiellement des notables, dont les familles sont fortement implantées dans leur région, ils ne sont pas de souche aristocratique.

35

De 1918 à 1943, une Suisse nationaliste et anticommuniste, qui résiste à l'intégration à l'ordre nouveau

L'introduction de la proportionnelle lors des élections nationales en 1919 autorise dès lors un regard statistique sur les résultats électoraux. Il en ressort un rapport de force nettement favorable aux partis bourgeois, conservateurs et d'extrême droite, sur les partis de gauche, socialistes et gauche radicale. Ce qui apparaît clairement dans l'encadré qui introduit chacune des quatre parties qui suivent : 1919/1939, l'entre-deux-guerres, 1943/1963, l'après Seconde Guerre mondiale et la période des Trente glorieuses, 1967/1987, les premières crises monétaires et énergétiques, le tournant néolibéral, 1991/2011, la chute du Mur, l'économie de marché hégémonique et l'approfondissement des crises financières.

Élections au Conseil national de 1919 à 1939

(Pourcentage moyen des suffrages obtenus par les partis ayant eu des élus)

- Partis clairement à droite et d'extrême droite : Union de défense économique, Front national : **0,4 %**
- Partis gouvernementaux historiques : Parti radical démocratique, Parti catholique conservateur, Parti libéral démocratique, Parti des paysans artisans et bourgeois : **63,9 %**
- Partis de gauche sociaux démocrates : Parti social-démocrate, Parti Grutlén, Parti communiste d'opposition : **26,5 %**
- Partis de la gauche radicale : Parti communiste ouvrier, Fédération socialiste suisse : **1,7 %**

36

La Première Guerre mondiale marque un grand tournant. Les mouvements de grève dites générales contre lesquels, en 1912 et en 1918, le gouvernement mobilise l'armée (trois grévistes furent tués), la révolution soviétique, avec la prise de conscience que les conférences de Zimmerwald en 1915 et de Kienthal en 1916, auxquelles ont participé les principaux dirigeants révolutionnaires, se sont tenues en Suisse, sont traumatisants pour la bourgeoisie helvétique.

À la suite de la grève de 1918, bien que les syndicats aient cédé, des condamnations sont prononcées par la justice militaire. L'historien Hans-Ulrich Jost précise que « de nombreuses milices bourgeoises s'étaient constituées durant la grève générale de 1918... L'armée avait mis quelquefois des armes à disposition, et des milices s'étaient engagées aux côtés de la troupe et de la police lors de la grève de Bâle et de Zürich en 1919. Du regroupement de ces milices et d'autres formations militaristes conservatrices naquit la Fédération patriotique suisse... »⁸. Elle se présente comme une organisation démocratique pour la défense de l'ordre établi, apportant un « soutien moral aux autorités » face à la menace de révolution socialiste. Pour Hans-Ulrich Jost « La Fédération patriotique suisse n'est qu'un exemple parmi d'autres organisations comparables aux mouvements préfascistes d'Allemagne et d'Italie »⁹.

⁸ Hans-Ulrich Jost, *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, t. 3, « Menace et repliement 1914-1943 », Éd. Payot, Lausanne, 1983.

⁹ Hans-Ulrich Jost, *op. cit.*

C'en est définitivement fini de ce qui a été une Suisse havre de progressisme et pays de refuge pour des exilés politiques, le clivage confessionnel s'estompe, celui social et idéologique, cimenté par l'anticommunisme, devient dominant. L'acquiescement en 1923 de l'assassin de Varislav Vorovsky, délégué de l'Union soviétique lors de la conférence de Lausanne, en est une manifestation très symbolique.

Si ces opinions se sont manifestées avec autant de force et de virulence, c'est qu'elles avaient un terreau favorable, principalement dans les milieux paysans, mais aussi chez des intellectuels, valorisant une Suisse traditionnelle, agreste, immuable, dans laquelle, comme le chante un hymne patriotique: «chaque enfant naît soldat». L'influence politique nationale de la gauche et de l'extrême gauche, avec comme meilleur résultat 30,6% des électeurs en 1935, est un indicateur évident d'une Suisse conservatrice.

Les courants d'extrême droite n'hésitent pas à lancer des initiatives demandant l'«expulsion des étrangers pour atteinte à la sécurité du pays» (1920), plus encore, l'«Arrestation des citoyens suisses qui compromettent la sûreté intérieure du pays» (1923). L'une et l'autre sont rejetées, mais les sentiments nationalistes que cela exprime sont évidents. Sur le plan social, l'assurance vieillesse est toujours en débat, une initiative pour son introduction est repoussée en 1925 par 58% des suffrages exprimés.

En 1935, une coalition des organisations frontistes demande une révision complète de la constitution visant à l'établissement d'un pouvoir autoritaire, l'initiative est largement repoussée, non sans être approuvée dans des cantons catholiques.

L'Europe brune influence les élites politiques et économiques. Prenant argument sur l'assèchement des marais pontins, le réseau d'*autostrada* et aussi sur le nettoyage politique des socialistes et des communistes, le fascisme mussolinien trouve un réel écho dans les rangs bourgeois et conservateurs. Les deux «Congrès international fasciste», organisés par Mussolini en 1934 et 1935, se tiennent à Montreux et en 1937, Mussolini reçoit le titre de docteur honoris causa de l'université de Lausanne.

Ils sont nombreux, dans les partis radical, agrarien, conservateur et libéral, jusqu'au Conseil fédéral (gouvernement), à avoir fait montre d'une grande ambiguïté à l'égard de l'Italie fasciste et de l'Allemagne hitlérienne. Par contre, si les milieux d'extrême droite se multiplient et s'il ne s'agit pas de sous-estimer leur activisme – jusqu'en 1944, plus d'une cinquantaine de mouvements fascistes se constituent¹⁰, leur influence électorale, même s'ils ont eu des élus, est restée

¹⁰ Claude Cantini, *Les Ultras*, Éditions d'en bas, 1992. Précieux travail sur les droites extrêmes en Suisse, leurs mouvements et leur presse, de 1921 à 1991.

marginale. Ils enregistrent leur meilleur résultat national en 1935, avec 1,5% des voix.

**Partis d'extrême droite ayant obtenu des sièges
au Conseil national**

- Union de défense économique (UDE), Parti anticommuniste, proche du patronat, 1 élu, en 1925 et 1928, à Genève.
- Union nationale, fusion de l'UDE avec l'Ordre politique national, 1 élu, en 1935, à Genève.
- Front national, principal regroupement d'organisations fascistes, 1 élu, en 1935, à Zürich. Le Front national fut interdit en 1939. Ces organisations ont réalisé des résultats parfois plus substantiels lors des élections dans les parlements cantonaux ; outre à Genève et Zürich, le Front national a eu des élus dans les cantons de Schaffhouse et Argovie et la mouvance d'extrême droite, avec la Fédération fasciste suisse, dans les cantons de Berne (Heimatwehr), Saint-Gall (Nationale Opposition) et du Tessin (Lega Nazionale)¹¹.

38

Deux explications à cette influence électorale limitée des partis fascistes. La première, la perméabilité des grands partis traditionnels aux discours corporatiste, autoritaire, nationaliste et anticommuniste. Confirmant l'ambiguïté des partis bourgeois à l'égard des courants fascistes, lors des élections nationales à Genève, les partis radical, libéral et conservateur concluent des apparentements avec l'Union de défense économique puis avec le Front national. Il en est de même à Zürich où les partis radical, libéral, conservateur, paysans artisans et bourgeois, démocrate, et évangélique s'apparentent avec le Front national et dans le canton du Valais où le parti conservateur s'est également apparenté avec le Front national. Il y a d'évidence des passerelles entre les partis bourgeois traditionnels et les partis fascistes.

Deuxième explication, plus particulièrement en Suisse alémanique, le projet national-socialiste d'unir dans une même nation, le Reich allemand, les hommes et les femmes de langue allemande était incompatible avec les sentiments nationalistes helvétiques. En juillet 1940 se produit un événement très symptomatique de ces sentiments nationaux. Le chef des armées, le général Guisan,

¹¹ Claude Cantini, *op. cit.*

réunit sur la prairie du Grütli, là où la Suisse primitive se serait constituée, tous les chefs d'état-major de l'armée suisse et leur tient ce discours : « J'ai tenu à vous réunir en ce lieu historique, terre symbolique de notre indépendance, pour vous mettre au courant de la situation et vous parler de soldat à soldats. Nous sommes à un tournant de notre histoire, il s'agit de l'existence même de la Suisse. Ici, soldats de 1940, nous nous inspirerons des leçons et de l'esprit du passé pour envisager résolument le présent et l'avenir du pays, pour entendre l'appel mystérieux qui monte de cette prairie... »¹². Avoir résisté il y a 650 ans aux Habsbourg a été la référence idoine pour s'opposer à toute menace d'Anschluss de la Suisse.

De 1943 à 1963, prospérité et quiétude des «trente glorieuses», une Suisse atlantiste et anticommuniste

Élections au Conseil national de 1943 à 1963

(Pourcentage moyen des suffrages obtenus par les partis ayant eu des élus – entre parenthèses : gains ou pertes par rapport à la période précédente)

- Parti clairement à droite et d'extrême droite : Action nationale : **0,1 %** (-0,3 %)
- Partis gouvernementaux historiques : Parti radical démocratique, Parti conservateur devenant le Parti démocrate chrétien, Parti des paysans artisans et bourgeois, Parti libéral démocratique : **60,1 %** (-3,8 %)
- Parti de gauche social-démocrate : Parti social-démocrate : **27,1 %** (+0,6 %)
- Partis de la gauche radicale : Parti suisse du travail : **2,5 %** (+0,8 %)

39

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les tenants de l'ordre nouveau se replient dans des cercles politiques et économiques où ils se muent en bons démocrates. Ce sera la période la plus favorable à l'extrême gauche (plus de 5% des suffrages lors des

¹² Il convient de préciser que Henri Guisan n'était en rien un officier supérieur progressiste, et qu'il appartenait à la droite du Parti libéral au sein de laquelle le fascisme mussolinien n'était pas sans susciter quelques sympathies.

élections du Conseil national en 1947 pour le parti du travail (communiste) et 31,5 % des voix en cumulant les suffrages socialistes et communistes ¹³. Pourcentages qui n'en soulignent pas moins la permanence de la faiblesse électorale de la gauche au niveau national ¹⁴.

Dans la conjoncture de l'après-guerre, les partis bourgeois acceptent, plus encore, demandent, ce à quoi ils s'étaient jusque-là opposés, qu'un socialiste soit élu au Conseil fédéral. Il entre au gouvernement en 1944 ¹⁵.

L'influence des idées progressistes, qui prévalent alors en Suisse comme dans nombre d'autres pays, est symbolisée par l'adoption en 1947, malgré l'opposition des conservateurs et des libéraux, par 80 % des votes exprimés, d'un projet débattu depuis les années 1890, l'introduction d'une assurance vieillesse.

La guerre froide et l'anticommuniste obsessionnel qui irrigue la bourgeoisie suisse, mais aussi une frange droitière des socialistes, vont corollairement nourrir les discours réactionnaires qui s'appuient sur l'activisme de la police politique ¹⁶, l'influence de puissants groupements professionnels et les campagnes, y compris de délation, menées par des officines comme le *Comité suisse d'action civique*, dans l'esprit des ligues de l'après Première Guerre mondiale, le *Groupe d'information en Suisse*, spécialisé dans le fichage des citoyens ou le *Service suisse d'information*, dont la lutte contre la « subversion communiste » s'inscrit dans une mouvance plus internationale.

40

Les crises qui annoncent la fin des Trente glorieuses, celle du système monétaire international, suite à la décision de Nixon de mettre fin aux Accords de Bretton Woods, en 1971, et le choc pétrolier qui résulte de la guerre du Kippour en 1973, déstabilisent les équilibres internationaux et nationaux. Ainsi en est-il de la « formule magique » de gouvernement fondée sur le consensus, mise en place en 1960, avec un gouvernement composé de deux radicaux, deux démocrates chrétiens, deux socialistes et un agrarien.

¹³ Résultat pour la gauche qui n'a été égalé qu'en 2003, avec les votes écologiques.

¹⁴ Il n'en est pas de même au niveau cantonal où la gauche a été ou est influente dans les cantons de Genève, Vaud, Neuchâtel, Bâle Ville, Zürich, Schaffhouse ou dans les principales villes de Suisse.

¹⁵ En Suisse, les ministres sont élus individuellement par l'Assemblée fédérale (Conseil national et Conseil des États, Sénat réunis) et sont rééligibles tous les 4 ans.

¹⁶ *Bundespolizei*.

Durant les années 1960, les tensions politiques et sociales s'amplifient (à gauche avec le mouvement de 1968), à droite de façon moins démonstrative, mais en s'appuyant sur des réseaux politiques, industriels et financiers disposant d'importants moyens financiers et de liens étroits au sein du pouvoir. Claude Cantini relève l'existence de plus d'une centaine d'organisations et groupes de pressions politiques, économiques, militaristes, religieux¹⁷. On compte parmi eux, outre les officines déjà citées, le Redressement national, l'Action liberté et responsabilité, l'Action pour une Suisse neutre et indépendante, Pro Libertate, l'Action pour la démocratie, mais aussi des branches d'organisations internationales comme la Ligue anticommuniste mondiale, la Fraternité sacerdotale internationale Saint Pie X ou le Réarmement moral.

Ces organisations vont constituer le compost des idées et des partis xénophobes, racistes, traditionalistes, isolationnistes et antidémocratiques qui se déclarent dès les années 1960 et vont, à partir des années 1980, affirmer l'image d'une Suisse réactionnaire et passéiste.

La première organisation qui s'est ouvertement revendiquée comme xénophobe est l'*Action nationale contre la surpopulation étrangère du peuple et de la patrie*, fondée en 1961. Si, dans l'Europe « démocratique » d'alors, il existe des vestiges bien réels de l'Ordre nouveau, que sont l'Espagne franquiste, le Portugal de Salazar, la dictature des colonels en Grèce, le Mouvement social italien et les reliquats de partis fascistes ou groupuscules se revendiquant de l'idéologie nazie, c'est en Suisse, avec l'Action nationale contre la surpopulation étrangère du peuple et de la patrie que fut créée la première organisation qui va constituer la mouvance d'extrême droite, trop simplement dénommée « populiste », qui aujourd'hui se répand sous des formes diverses dans la plupart des pays européens et qu'il est plus juste politiquement de désigner comme néofasciste¹⁸.

Parmi les partis en Europe ayant eu des élus nationaux, en France, le Front national a été créé en 1972, le parti du progrès en Norvège, en 1973, le Vlaams Block en Belgique, en 1978, la Ligue du Nord en Italie, en 1989, le parti populaire danois en 1995, l'Alerte populaire orthodoxe en Grèce, en 2000, la Liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas en 2002 et Haider a pris la direction du Parti autrichien de la liberté en 1986. L'Action nationale est leur ancêtre à tous.

¹⁷ *Op. cit.*, p. 60 à 108.

¹⁸ Voir, Nils Andersson, « La gangrène populiste en Europe, le modèle suisse », *Recherches internationales*, n° 75, 1-2006, p. 45-69.

On peut ajouter que James Schwarzenbach, membre de l'Action nationale et promoteur de l'initiative populaire «contre l'emprise étrangère», fut, en 1967, le premier élu depuis la Seconde Guerre mondiale d'une organisation se proclamant ouvertement xénophobe.

De 1967 à 1987, montée des courants xénophobes et affirmation d'une extrême droite accompagnant le tournant néolibéral

Élections au Conseil national de 1967 à 1987

(Pourcentage moyen des suffrages obtenus par les partis ayant eu des élus – entre parenthèses : gains ou pertes par rapport à la période précédente)

- Partis clairement à droite et d'extrême droite : Action nationale devenue les Démocrates suisses, Vigilance, Parti républicain, Union démocratique fédérale, Parti des automobilistes : **4,4 %** (+4,3 %)
- Partis gouvernementaux historiques : Parti radical démocratique, Parti démocrate-chrétien, Parti des paysans artisans et bourgeois devenu l'Union démocratique du centre, Parti libéral démocratique : **57,3 %** (-2,8 %)
- Parti et mouvement de gauche sociaux-démocrates : Parti social-démocrate, Socialiste populaire : **23,0 %** (-4,1 %)
- Partis écologistes alliés à la gauche : Parti écologiste suisse, Freie Liste, Alternatifs verts : **1,9 %** (+1,9 %)
- Partis de la gauche radicale : Parti suisse du travail, organisations progressistes, Parti socialiste autonome : **3,3 %** (+0,8 %)

42

Outre l'*Action nationale* qui, en 1990, prend le nom de *Démocrates suisses*, les autres partis qui se revendiquent ou appartiennent à l'extrême droite ayant eu des élus au Conseil national sont :

Vigilance, parti genevois, fondé en 1964, en réaction à une pièce de théâtre, «Le banquier sans visage», donnant une image critique de Necker, citoyen genevois et ministre des Finances de Louis XVI, son fonds de commerce électoral sont les étrangers.

Mouvement républicain, créé en 1970, scission conduite par James Schwarzenbach de l'Action nationale, qui réintègrera celle-ci lors de la formation des *Démocrates suisses*.

Union démocratique fédérale, fondée en 1975 par un courant de la droite conservatrice protestante dont les chevaux de bataille sont la famille, la morale sexuelle et une politique isolationniste.

Parti des automobilistes, né de l'*Action des citoyens pour moins d'État*, créée en 1985, devient en 1994 le *Parti de la liberté*, contre les impôts et l'interventionnisme étatique dans l'économie, pour la réduction de l'état social, corporatiste et très antiécologique.

Lega Ticinese, mouvement tessinois, fondé en 1991, influencé par la Ligue du Nord italienne, avec un programme antiparti et antiestablishment.

Mouvement citoyen, fondé en 2005, il se manifeste notamment contre les travailleurs frontaliers (habitant la France et travaillant en Suisse).

Ces organisations couvrent tout le champ idéologique du néofascisme et la plupart d'entre elles ne sont pas le produit de groupuscules ultras, mais se sont constituées à l'initiative de membres des partis radical, libéral, évangélique et de l'Union démocratique du centre.

Partis d'extrême droite ayant obtenu des sièges au Conseil national

- Action nationale, 26 élus aux élections de 1967 à 2003 (cantons de Zürich, Berne, Bâle Ville, Bâle Campagne et Vaud)
 - Vigilance, 3 élus, de 1975 à 1983, à Genève
 - Mouvement républicain, 10 élus, de 1971 à 1975 (cantons de Zürich, Berne, Argovie et Thurgovie)
 - Union démocratique fédérale, 6 élus de 1991 à 2007 (cantons de Zurich et de Berne)
 - Parti des automobiliste devenu le Parti de la liberté, 17 élus de 1987 à 1995 (cantons de Zürich, Berne, Soleure, Saint-Gall, Argovie et Thurgovie)
 - Lega Ticinese, 9 élus de 1991 à 2011, dans le canton du Tessin
 - Mouvement citoyen, 1 élu en 2011, dans le canton de Genève
- Dans les parlements cantonaux, les Démocrates suisses ont eu également des élus dans les cantons de Lucerne, Zoug, Schaffhouse, Saint-Gall, Argovie et Thurgovie
- Le Parti républicain dans le canton de Saint-Gall
 - L'Union démocratique fédérale dans les cantons de Schaffhouse, Argovie, Thurgovie et Vaud
 - Le Parti de la liberté dans les cantons de Bâle Ville est Schaffhouse

On peut ajouter dans le canton de Bâle Ville la *Volks-Aktion gegen zuviele Ausländer und Asylante in unsere Heimat* ¹⁹.

¹⁹ « Action populaire contre trop d'étrangers et de demandeurs d'asile dans notre patrie ».

Il ressort de ces données une différence évidente avec la période de l'entre-deux-guerres où les partis fascistes avaient obtenu lors de 4 élections nationales, 4 élus dans 2 cantons, et celle de la période 1967/2011, où les partis d'extrême droite ont, lors de 12 élections, eu 72 élus dans 11 cantons sur 26. C'est là l'affirmation d'un électorat décomplexé, aux idées ouvertement xénophobes, pour lesquelles en 1991, 10,6% des électeurs ont voté.

1991 représente leur meilleur résultat électoral au plan national, pourquoi? Ce n'est nullement dû à un recul depuis lors de l'influence de leurs discours et mots d'ordre réactionnaires, mais au bouleversement du paysage politique suisse qui résulte, avec Christoph Blocher aux commandes, du glissement de l'Union démocratique du centre (UDC) sur des positions ouvertement chauvines et xénophobes. Choix idéologique, mais aussi choix stratégique, en voulant rallier à l'UDC l'électorat d'extrême droite. Objectif réussi, en 2011, ses différentes composantes ne représentent plus que 2,7% des voix avec lesquelles l'UDC conclut souvent des alliances électorales.

44

Il n'est pas sans intérêt de relever que la dénomination Union démocratique du centre est l'appellation francophone du parti, son appellation allemande est le Schweizerische Volkspartei (le Parti du peuple suisse), la différence de connotation politique est évidente.

De 1991 à 2011, crises économiques et financières et crise de la démocratie représentative dévoilent la xénophobie institutionnalisée

Le passage de l'UDC sur des positions chauvines et xénophobes est un événement considérable. Parti agrarien, fondé en 1917 sous le nom de Parti de paysans artisans et bourgeois, bien qu'il soit né d'une scission du parti radical sur des bases corporatistes, les radicaux apparaissant de plus en plus comme les représentants des intérêts industriels, le parti agrarien fut longtemps considéré comme un appendice du parti radical.

Dans le cours des années 1990, l'UDC adopte une politique de rupture, y compris au niveau gouvernemental, ce qui va lui permettre non seulement d'agglomérer l'essentiel des électeurs des différentes composantes de l'extrême droite, mais surtout, l'UDC étant un parti de gouvernement depuis 1929, de légitimer le discours xénophobe et de désinhiber nombre d'électeurs des partis bourgeois ainsi autorisés à voter pour l'extrême droite.

Élections au Conseil national de 1991 à 2011

(Pourcentage moyen des suffrages obtenus par les partis ayant eu des élus – entre parenthèses : gains ou pertes par rapport à la période précédente)

- Partis clairement à droite et d'extrême droite: Démocrates suisses, Vigilance, Parti des automobilistes, devenu Parti de la liberté, Union démocratique fédérale, Lega Ticinese, Mouvement des citoyens romands: 5,5% (+1,1%)
- Union démocratique du centre (UDC), jusque-là une composante de la majorité bourgeoise qui se radicalise à droite: 21,7% (+10,8%)
- Partis gouvernementaux historiques: Parti radical démocratique, Parti démocrate chrétien, Parti libéral démocratique: 35,7% (-10,8%)
- Parti de gauche social-démocrate: parti social démocrate: 20,7% (-1,3%)
- Partis écologistes alliés à la gauche: Parti écologiste, Freie Liste, Alternatifs verts: 7,6% (+5,7%)
- Partis de la gauche radicale: parti suisse du travail, Parti socialiste autonome, Organisations progressistes, Solidarités: 1,3% (-2,0%)

45

Depuis 1919, l'UDC avait constamment été le quatrième parti suisse en influence électorale, en quinze ans elle va presque tripler le nombre de ses électeurs et devenir premier parti suisse. En 2007, elle recueille plus de 28% des suffrages, ce que les radicaux avaient réalisé en 1919, 1922 et 1925 et les socialistes en 1931, 1935 et 1943, mais jamais un parti, depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919 n'avait eu autant d'élus.

Lors des élections de 2011, l'UDC a enregistré un recul de 2,3% de son électorat, mais reste, et de loin, avec 26,6% des électeurs, le plus important parti suisse (devant le parti socialiste avec 18,7%). Il s'agit d'ailleurs de relativiser la « baisse » de l'UDC car un courant en son sein, opposé à la ligne de Christoph Blocher, s'est présenté sous la dénomination de Parti bourgeois et démocrate et a recueilli 5,4% des voix. Une part importante de ses électeurs avait été décomptée comme UDC lors de l'élection précédente et, si l'on ajoute aux 26,6% de voix de l'UDC recueillies en 2011 celles obtenues par les autres partis d'extrême droite, on atteint un socle de 30% d'électeurs approuvant des positions xénophobes, néofascistes.

Gains électoraux et élargissement de l'implantation de l'UDC de 1991 à 2011

Entre 1967 et 1987, l'UDC a recueilli lors des élections au Conseil national entre 9,9% et 11,1% des voix.

Depuis 1987:	1991	1995	1999	2003	2007	2011
	11,9%	14,9%	22,5%	26,7%	28,9%	26,6%

De 1919 à 1987, l'UDC a eu des élus dans 12 cantons, de 1991 à 2011, elle en a eu dans 24 cantons sur 26, égalant le parti radical et faisant mieux que le parti socialiste avec des élus dans 22 cantons. Elle a des élus cantonaux dans tous les cantons à l'exception d'Appenzell RI où, avec la tradition de la Landsgemeinde, il n'y a pas de répartition par parti.

46

L'échiquier politique suisse, jusque-là marqué par la continuité, la stabilité et le consensus gouvernemental, s'en trouve profondément déstabilisé. Cela a été démontré avec l'élection au gouvernement, en 2003, de Christoph Blocher contre une conseillère fédérale démocrate-chrétienne sortante. On est dans la continuité de la formule magique (l'UDC, devenu le plus important parti de Suisse, a deux sièges au gouvernement en lieu et place des démocrates-chrétiens affaiblis). Mais, durant la législature, Blocher rompt le mode collégial de fonctionnement du gouvernement et lors de l'élection suivante, en 2007, socialistes, verts et démocrates chrétiens se coalisent, Blocher n'est pas réélu²⁰. Cette double non-réélection en 2003 (d'une démocrate chrétienne) et 2007 (de Christoph Blocher) est un événement rarissime puisqu'il ne s'était pas produit depuis 1872!

La politique dite de concordance, fondée sur le consensus, a vécu – ce qu'a confirmé la réélection du Conseil fédéral en décembre 2011 –, non pas du fait de forces centrifuges ou hors establishment, mais d'une radicalisation à droite amenant une rupture dans les rangs bourgeois traditionnels. L'UDC affirmant sa différence, le parti démocrate chrétien s'en tenant à une position de centre droit et le parti radical, se réclamant aussi du centre droit mais traversé par des courants sensibles aux thèses de l'UDC, le

²⁰ À sa place est élue une conseillère fédérale appartenant à l'UDC (respect de la formule magique), mais opposée à la ligne politique de Christophe Blocher et qui quittera l'UDC avec la création du Parti bourgeois démocratique.

rapport de force au sein de l'Assemblée fédérale, n'a pas permis au principal parti, le parti de Blocher, d'obtenir le second poste de ministre qu'il convoitait. C'est la fin de 52 ans de « formule magique » avec un gouvernement qui n'est plus fondé sur le principe de la concordance, puisque composé de deux socialistes, deux démocrates chrétiens, deux radicaux, un membre du parti démocrate bourgeois (scission de l'UDC qui a recueilli 5,4 % des voix lors des élections au Conseil national) et un pour l'UDC (bien quelle ait obtenu 26,6 % des voix). L'UDC a immédiatement réagi par une fausse menace sur son retrait du gouvernement et en annonçant le lancement d'une nouvelle initiative populaire: « Stoppez l'immigration massive! »

L'initiative populaire comme arme politique des extrêmes droites

L'objectif de lancer une initiative populaire ou un référendum populaire n'est pas seulement qu'elle aboutisse et soit acceptée ou non, mais le moyen, en recueillant les 100 000 signatures nécessaires et lors de la campagne qui précède le vote, d'agiter l'opinion et de faire entendre son discours politique. Depuis plusieurs décennies, l'initiative populaire a été utilisée comme jamais auparavant, 57 fois entre 1891 et 1970, 98 fois depuis 1970, et l'extrême droite participe activement de cette augmentation. Ainsi, sujet récurrent, le peuple suisse a été appelé depuis 1970 plus de vingt fois à se prononcer sur la question des étrangers, de la naturalisation ou du droit d'asile.

La première initiative populaire qui révéla la pénétration des idées xénophobes fut, en 1970, l'initiative Schwarzenbach contre « l'emprise étrangère ». Alors que le gouvernement, tous les partis, toutes les associations patronales et syndicales, l'ensemble de l'establishment s'opposent à cette initiative, 46% des votants l'approuvent²¹. L'événement est d'importance, ainsi « vingt-cinq ans après la Seconde Guerre mondiale, il est démontré, et ce fut là un signal fort au-delà des frontières de la Suisse, qu'il est non seulement possible d'affirmer ouvertement des sentiments xénophobes, mais que ceux-ci sont, à nouveau, politiquement porteurs »²².

L'étranger, l'autre, va être, comme dans toute l'Europe, la cible de choix des organisations néofascistes en Suisse, les slogans et mots d'ordre basculant souvent dans un racisme ouvert

²¹ En 1970, 17,2% de la population suisse est d'origine étrangère. À 54,0% italienne, 11,4% espagnole, 9,3% allemande, 5,0% française, 4,1% turque, 3,4% autrichienne, 2,0% portugaise, 1,4% britannique.

²² Nils Andersson, article cité, *Recherches internationales* n° 75, 1-2006.

sont dénoncés par des organisations internationales des droits de l'homme. En 1973, une deuxième initiative «contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse» est rejetée elle aussi par 55% des citoyens. Ce n'est pas sur le rejet de ces initiatives qu'il faut porter attention, seulement 18 des 137 initiatives populaires soumises au peuple depuis 1891, que leur objet soit les étrangers, une avancée sociale ou un renforcement des droits démocratiques, ont été acceptées, mais sur le pourcentage de voix soutenant la proposition.

Le refus, quand ce n'est pas la haine de l'étranger, est l'objet d'une campagne permanente, imprégnant et modelant les esprits. Les initiatives xénophobes se suivent. Initiative «pour la limitation de l'immigration», «contre l'immigration clandestine, «contre les abus dans le droit d'asile» (rejetée de justesse par 50,1% des votants), «pour le renvoi des étrangers criminels» (adoptée), ou encore l'initiative déposée par 16 personnalités suisses dont 14 membres de l'UDC «contre la construction de minarets» qui a abouti avec 57,5% de oui. Cette initiative crée l'événement hors de Suisse, toutefois un peu d'attention fait comprendre qu'il ne s'agit pas d'un basculement de l'opinion, mais d'un simple déplacement de voix à l'intérieur d'une fourchette où le passage du non au oui (avec un socle de 40 à 45% des votants sensibles aux thèses xénophobes) n'est pas la conséquence d'un bouleversement mais une xénophobie institutionnalisée ²³.

48

Ainsi, en 1981, une initiative «être solidaires en faveur d'une nouvelle politique à l'égard des étrangers», pour faciliter le renouvellement des permis de séjour, supprimer le statut de saisonnier qui les oblige à retourner dans leur pays d'origine après neuf mois de travail en Suisse et accorder la liberté du choix des lieux d'emploi et de domicile, est repoussée par 84,0% du peuple! À l'inverse, en 1994, une loi sur «les mesures de contrainte en matière de droit des étrangers» est approuvée par 73% de oui.

L'extrême droite populiste ou néofasciste ?

Couramment, on qualifie ces partis et leur idéologie de populistes, terme trop simplificateur qui dénote une sous-estimation de la menace que représentent ces discours politiques, tout particulièrement dans une situation de crise économique et

²³ Plusieurs initiatives concernant les étrangers sont en cours, dont l'une «contre l'immigration de masse».

financière, de concurrences impérialistes globalisées, de crise de la démocratie.

Deux motifs sont donnés à l'utilisation du vocable populiste, l'un étymologique: attitude politique consistant à satisfaire les revendications immédiates du peuple. Selon que cette conduite est raisonnée ou démagogique, cela n'est pas en soi une attitude d'extrême droite, la qualifier de populiste revient donc à banaliser l'idéologie qu'elle distille. L'autre motif réside dans l'importance des votes populaires obtenus par des partis d'extrême droite, c'est le cas en Suisse de l'UDC pour laquelle, en 2007, 40% des ouvriers ont voté alors qu'ils étaient 7% en 1975. C'est une réalité politique qui interpelle les partis de gauche, pour autant cela n'autorise pas à banaliser ce que ce vote signifie. Ces discours ne se limitent pas à agiter les sentiments chauvins et xénophobes qui peuvent exister dans la société, ils sont totalisants, c'est en quoi je les désigne comme néofascistes.

La démagogie blochérienne et de l'UDC va jusqu'à dérapier sur des positions racistes, en témoigne l'affiche représentant trois moutons blancs qui expulsent de leur enclos, représenté par un drapeau suisse, un mouton noir. Blocher n'a pas hésité, en tant que ministre en visite officielle en Turquie, à déclarer qu'un article du Code pénal suisse contre le négationnisme (évoqué contre des historiens turcs niant le génocide arménien) lui «faisait mal au ventre». L'antisémitisme est en filigrane et le *SonntagsBlick* ayant résumé un discours de Christoph Blocher sous le titre «Blocher: les juifs ne s'intéressent qu'à l'argent»; il poursuivit le journal pour atteinte à son honneur, mais il s'est vu débouté par le tribunal. Blocher fut aussi un grand défenseur de l'apartheid en Afrique du Sud. Il n'y a pas là d'équivoque, mais ce serait une erreur de réduire le discours de l'UDC et de son chef à cette seule trame.

Blocher et l'UDC sont aussi traditionalistes et leurs références morales sont plus intégristes qu'ouvertes à l'évolution de la société. Leur opposition au trop d'État s'inscrit tout entière dans la «gouvernance» économique néolibérale, moins d'impôts, moins d'État; hors les tâches régaliennes d'ordre et de répression, l'État est considéré comme un auxiliaire. Leur antiparlementarisme vise à «privatiser» les lieux de pouvoir en les transférant à des cénacles échappant à tout contrôle citoyen. Leur conservatisme social a pour finalité de supprimer les acquis sociaux et d'éliminer tout esprit de solidarité collective, par exemple en défendant un système de retraite par capitalisation. En politique extérieure, Blocher et l'UDC disent non au Marché commun (ce qui ne nuit pas à l'économie suisse), mais ils se sont également opposés à l'adhésion à l'ONU, alors même que la Suisse est le siège d'importants organismes onusiens

(adhésion refusée en 1986 par plus de 75 % des citoyens, pour être finalement acceptée en 2002, avec 54,6% de oui), ils disent non aux casques bleus et s'opposent à la convention pour les armes à sous-munitions.

Si « avec son nouveau “Kulturkampf”, Blocher a fourni aux électeurs désabusés une nouvelle patrie, où la nation et l'identité culturelle remplacent la classe sociale et les intérêts économiques »²⁴, le projet politique est totalement néolibéral, le projet de société relève d'un conservatisme moral et culturel et, sur le plan international, hors les intérêts bien compris des multinationales, son horizon est une Suisse bunkerisée.

Qualifier de populiste la combinaison d'un discours nationaliste et xénophobe, mais aussi néolibéral et antisocial, électoraliste et antidémocratique, autarcique et libre échangiste, corporatiste et grégaire, c'est jeter un voile sur la réalité, il s'agit d'un projet sociétal néofasciste.

50

Ce qui distingue l'UDC des autres partis d'extrême droite en Europe, c'est qu'elle est considérée par une part importante des couches dominantes comme un parti de l'establishment. L'UDC participe au gouvernement depuis 73 ans, l'un de ses membres, Ueli Maurer, est ministre de la Défense, de la Protection de la population et des Sports. Au sein du Parlement, elle influe, quand elle n'impose pas un durcissement des lois.

L'UDC s'appuie sur un réseau d'organisations, notamment la puissante Action pour une Suisse indépendante et neutre, les jeunes de la Young4Fun, elle multiplie les rassemblements identitaires et les « fêtes de famille »²⁵, dans les médias, au côté de la *Basler Zeitung*, du *Schweizerzeit* ou de la *Zürcher Bote*, la prestigieuse *Weltwoche*, lui est acquise. L'UDC dispose d'importants moyens, fortement soutenue par les milieux économiques, outre la fortune personnelle de Christoph Blocher, principal actionnaire de EMS Chemie, d'autres multimilliardaires, Walter Frey, PDG de Emil Frey Gruppe, Hans Ulrich Lehmann, Thomas Matter, financent ses campagnes. En 2007, pour son marketing politique, l'UDC était, avec L'Oréal et Nestlé, au cinquième rang des annonceurs en Suisse.

On peut relever que ce qui distingue les deux principales figures « historiques » de l'extrême droite suisse, Christoph Blocher comme James Schwarzenbach, des Le Pen, Haider, Bossi, Anders Lange..., c'est qu'ils ne sont pas des tribuns activistes, mais appartiennent l'un et l'autre à la bourgeoisie industrielle et financière suisse.

²⁴ Daniel Oesch et Line Rennwald, *Le Temps*, 18 octobre 2011.

²⁵ Raout annuel de l'Albisgüetli, Landsgemeinde de motards, fondue géante, etc.

Ceci vient confirmer l'analyse d'Antoine Chollet que « si l'histoire suisse ne charriait pas avec elle une longue tradition de xénophobie institutionnalisée et de racisme d'État une telle contestation (des positions de l'UDC) serait moins difficile aujourd'hui. Les positions de l'UDC sur les questions de migration et de population étrangère sont celles qu'ont la plupart du temps défendues les élites suisses, et non la mise en forme d'une sorte de prurit populaire totalement indépendant du contexte politique et institutionnel »²⁶.

Comme tous les mouvements où le chef joue un rôle déterminant, certains pensent que la fin de la carrière politique de Blocher peut marquer un effacement de l'idéologie que porte l'UDC. Dans les faits, on peut constater que le relais des fondateurs s'opère bien et même très bien dans plusieurs pays européens, la graine semée abuse des citoyens désarçonnés.

Ce sont les situations qui créent les conditions et, dans une situation d'aggravation de la crise systémique du capitalisme, la bourgeoisie se ralliera et s'appuiera par utilité sur les courants néofascistes et leurs discours maintenus ou renouvelés, non pas parce que l'Histoire se répète, mais parce qu'elle a des intérêts et des privilèges à défendre. On sait alors ce qui résulte de la terrible permanence des modes de pensée et des conduites qui en découlent.

²⁶ *Défendre la démocratie directe*, Presses de l'école polytechnique et universitaires romandes, p. 78, 2011.

